

N° 5297

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

transposant en droit luxembourgeois la directive
2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union
européenne en matière de fiscalité des revenus de
l'épargne sous forme de paiement d'intérêts

* * *

(Dépôt: le 9.2.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.2.2004).....	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi.....	3
4) Commentaire des articles.....	11
5) Texte de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (publication au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2003).....	19

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts.

Palais de Luxembourg, le 3 février 2004

Le Ministre des Finances,

J.-Cl. JUNCKER

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi transpose la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (publication au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2003, pages L 157/38 à L 157/48) (dénommée „la directive“ par la suite) dans le droit interne du Grand-Duché. Celle-ci est reproduite in extenso en annexe. Ladite directive a été adoptée à l'unanimité à Luxembourg le 3 juin 2003 par le Conseil des Ministres des Finances (ECOFIN) dans le cadre du paquet fiscal qui comporte encore deux autres volets: un code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises visant à démanteler les mesures dommageables existant dans les différents Etats membres de l'Union européenne (UE), ainsi que dans les territoires dépendants ou associés des Etats membres et la directive 2003/49/CE du Conseil concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'Etats membres différents.

D'après le texte de la directive, les dispositions de celle-ci seront applicables à compter du 1er janvier 2005, si certaines conditions sont remplies. Tant que la Suisse, le Liechtenstein, Andorre, Monaco et Saint-Marin et les territoires dépendants ou associés concernés des Etats membres n'appliquent pas les mêmes mesures que celles prévues par la directive, les dispositions de la directive ne sont pas non plus applicables dans les Etats membres. La directive, qui est le fruit de longues négociations, assure une prévisibilité à la place financière et maintient la compétitivité du marché luxembourgeois par rapport à d'autres centres financiers. De cette manière, la gestion du patrimoine continue à rester un pilier important de la place. La directive ainsi négociée consolide le private banking à Luxembourg.

Selon la directive, chaque Etat membre devra informer les autres des intérêts versés à partir de cet Etat membre à des particuliers résidant dans d'autres Etats membres. Le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche sont autorisés, au lieu de communiquer des informations, à prélever une retenue à la source, et ceci afin de sauvegarder l'anonymat des clients des banques vis-à-vis de l'administration fiscale. Cette retenue sur les paiements d'intérêts s'élèvera à 15% pour les trois premières années à compter de l'application des dispositions de la directive, à 20% pour les trois années suivantes et à 35% par la suite.

En tant que l'un des éléments du droit communautaire dérivé, toute directive fait partie de l'acquis communautaire et est partant à transposer dans le droit interne des dix nouveaux Etats, à savoir Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la République slovaque, ainsi que la Slovénie. Ces Etats doivent appliquer l'échange automatique d'informations à partir de la date d'application de la directive et ne peuvent donc pas opter pour le système de la retenue à la source.

Si, généralement, une transposition se fait par l'intégration des différents éléments dans le cadre légal existant, en l'occurrence les lois fiscales, et notamment la loi concernant l'impôt sur le revenu, il y a lieu de noter que la directive s'écarte en de nombreux points des concepts utilisés dans le droit fiscal luxembourgeois: champ d'application plus large de la notion d'intérêts, substitution de l'agent payeur au débiteur, partage des recettes, etc. Pour cette raison, le Gouvernement a opté pour la solution d'une loi spéciale, quitte à ce que la disposition relative à l'élimination des doubles impositions applicable au profit des résidents soit insérée dans la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Selon le concept du partage des recettes, 75% des recettes prélevées par le Luxembourg et provenant de l'application de la retenue à la source sont à verser à l'Etat membre de l'UE de la résidence de l'investisseur, alors que 25% du montant des recettes seront gardés par le Trésor luxembourgeois.

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1.– *Objet*

La présente loi a pour objet d'introduire une retenue à la source sur les revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts effectués au Luxembourg en faveur de bénéficiaires effectifs, personnes physiques qui sont des résidents fiscaux d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Art. 2.– *Définition du bénéficiaire effectif*

1. Aux fins de la présente loi, on entend par „bénéficiaire effectif“, toute personne physique qui reçoit un paiement d'intérêts ou toute personne physique à laquelle un paiement d'intérêts est attribué, sauf si elle fournit la preuve que ce paiement n'a pas été effectué ou attribué pour son propre compte, c'est-à-dire:

- a) elle agit en tant qu'agent payeur au sens de l'article 4, paragraphe 1, ou
- b) elle agit pour le compte d'une personne morale, d'une entité dont les bénéfices sont imposés en vertu des dispositions générales relatives à la fiscalité des entreprises, d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) autorisé conformément à la directive 85/611/CEE ou d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, de la présente loi, ou
- c) elle agit pour le compte d'une autre personne physique qui est le bénéficiaire effectif et communique à l'agent payeur l'identité de ce bénéficiaire effectif conformément à l'article 3, paragraphe 1.

2. Lorsqu'un agent payeur dispose d'informations suggérant que la personne physique qui reçoit un paiement d'intérêts, ou à laquelle un paiement d'intérêts est attribué, peut ne pas être le bénéficiaire effectif, et que cette personne physique n'est visée ni au point a), ni au point b) du paragraphe 1, il prendra des mesures raisonnables pour établir l'identité du bénéficiaire effectif conformément à l'article 3, paragraphe 1. Si l'agent payeur n'est pas en mesure d'identifier le bénéficiaire effectif, il considère la personne physique en question comme le bénéficiaire effectif.

Art. 3.– *Identification et détermination du lieu de résidence des bénéficiaires effectifs*

1. L'agent payeur établit comme suit l'identité du bénéficiaire effectif en fonction de normes minimales qui varient selon le début des relations entre l'agent payeur et le bénéficiaire des intérêts:

- a) dans le cas de relations contractuelles établies avant le 1er janvier 2004, l'agent payeur établit l'identité du bénéficiaire effectif, exprimée par son nom et son adresse, d'après les informations dont il dispose, notamment en application de l'article 39 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- b) dans le cas de relations contractuelles établies, ou de transactions effectuées en l'absence de relations contractuelles, à compter du 1er janvier 2004, l'agent payeur établit l'identité du bénéficiaire effectif, exprimée par son nom, son adresse et, s'il existe, son numéro d'identification fiscale attribué par l'Etat membre de l'Union européenne de résidence fiscale. Ces éléments sont établis sur la base du passeport ou de la carte d'identité officielle présenté par le bénéficiaire effectif. Si l'adresse ne figure pas sur ce passeport ou sur cette carte d'identité officielle, elle est établie sur la base de tout document probant présenté par le bénéficiaire effectif. Si le numéro d'identification fiscale n'apparaît pas sur le passeport, sur la carte d'identité officielle ou sur tout document probant, dont éventuellement le certificat de résidence fiscale, présenté par le bénéficiaire effectif, l'identité est complétée par les mentions de la date et du lieu de sa naissance établis sur la base du passeport ou de la carte d'identité officielle.

2. L'agent payeur établit la résidence du bénéficiaire effectif en fonction de normes minimales qui varient selon le début des relations entre l'agent payeur et le bénéficiaire des intérêts. Il est considéré que la résidence est située dans le pays où le bénéficiaire effectif a son adresse permanente, à l'exception des cas indiqués ci-après:

- a) dans le cas de relations contractuelles établies avant le 1er janvier 2004, l'agent payeur établit la résidence du bénéficiaire effectif d'après les informations dont il dispose, notamment en application de l'article 39 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- b) dans le cas de relations contractuelles établies, ou de transactions effectuées en l'absence de relations contractuelles, à compter du 1er janvier 2004, l'agent payeur établit la résidence du bénéficiaire

effectif sur la base de l'adresse mentionnée dans le passeport ou sur la carte d'identité officielle ou, si nécessaire, sur la base de tout document probant présenté par le bénéficiaire effectif, selon la procédure suivante: pour les personnes physiques présentant un passeport ou une carte d'identité officielle délivré par un Etat membre de l'Union européenne et qui déclarent être résidentes d'un pays tiers, la résidence est établie sur la base d'un certificat de résidence fiscale délivré par l'autorité compétente du pays tiers dans lequel la personne physique déclare être résidente. A défaut de production de ce certificat, il est considéré que la résidence est située dans l'Etat membre de l'Union européenne qui a délivré le passeport ou tout autre document d'identité officiel.

Art. 4.– Définition de l'agent payeur

1. Aux fins de la présente loi, on entend par „agent payeur“, tout opérateur économique établi au Luxembourg qui paie des intérêts ou attribue le paiement d'intérêts au profit immédiat du bénéficiaire effectif, que cet opérateur soit le débiteur de la créance produisant les intérêts ou l'opérateur chargé par le débiteur ou le bénéficiaire effectif de payer les intérêts ou d'en attribuer le paiement.

2. Toute entité établie dans un Etat membre de l'Union européenne à laquelle des intérêts sont payés ou attribués au profit du bénéficiaire effectif est aussi considérée comme agent payeur au moment du paiement ou de l'attribution de ce paiement. La présente disposition ne s'applique pas, si l'opérateur a des raisons de croire, sur la base d'éléments probants officiels présentés par l'entité, que:

- a) celle-ci est une personne morale, à l'exception de personnes morales visées au paragraphe 4, ou
- b) ses bénéfices sont imposés en application des dispositions générales relatives à la fiscalité des entreprises, ou
- c) qu'elle est un OPCVM autorisé conformément à la directive 85/611/CEE.

3. L'entité visée au paragraphe 2 peut, toutefois, choisir d'être traitée, aux fins de l'application de la présente loi, comme un OPCVM visé au paragraphe 2, point c). Le recours à cette option fait l'objet d'un certificat délivré par l'Etat membre de l'Union européenne où l'entité est établie et remis par cette entité à l'opérateur économique. Au cas où l'entité est établie au Luxembourg, elle est toujours considérée comme un OPCVM visé au paragraphe 2, point c).

4. Les personnes morales exclues de l'application du paragraphe 2, point a) sont:

- a) en Finlande: avoin yhtiö (Ay) et kommandiittiyhtiö (Ky)/öppet bolag et kommanditbolag;
- b) en Suède: handelsbolag (HB) et kommanditbolag (KB).

Art. 5.– Définition de l'autorité compétente

Aux fins de la présente loi, on entend par „autorité compétente“:

- a) au Luxembourg, le Ministre des Finances ou un représentant autorisé,
- b) pour les autres Etats membres de l'Union européenne, les autorités notifiées par ces Etats membres à la Commission Européenne,
- c) pour les pays tiers, l'autorité compétente aux fins de conventions bilatérales ou multilatérales en matière de fiscalité ou, à défaut, toute autre autorité compétente pour délivrer des certificats de résidence à des fins de fiscalité.

Art. 6.– Définition du paiement d'intérêts

1. Aux fins de la présente loi, on entend par „paiement d'intérêts“:

- a) des intérêts payés, ou inscrits en compte, qui se rapportent à des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ceux-ci; les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des paiements d'intérêts;
- b) des intérêts courus ou capitalisés obtenus lors de la cession, du remboursement ou du rachat des créances mentionnées au point a);
- c) des revenus provenant de paiements d'intérêts, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, distribués par:

- i) des OPCVM autorisés conformément à la directive 85/611/CEE;
- ii) des entités qui bénéficient de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3;
- iii) des organismes de placement collectif établis en dehors du territoire où le Traité instituant la Communauté européenne est applicable en vertu de son article 299.

Pour le calcul des intérêts et des revenus au sens des points a), b) et c), il y a lieu de n'y inclure que les intérêts courus à partir du jour de l'application des dispositions de la présente loi en vertu de l'article 14.

- d) des revenus réalisés lors de la cession, du remboursement ou du rachat de parts ou d'unités dans les organismes et entités suivants, lorsque ceux-ci investissent directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'autres organismes de placement collectif ou entités visés ci-dessous, plus de 40% de leurs actifs dans les créances visées au point a):

- i) des OPCVM autorisés conformément à la directive 85/611/CEE;
- ii) des entités qui bénéficient de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3;
- iii) des organismes de placement collectif établis en dehors du territoire où le Traité instituant la Communauté européenne est applicable en vertu de son article 299.

Pour le calcul des revenus au sens du point d), il y a lieu de n'y inclure que la proportion de la plus-value correspondant à des revenus qui, directement ou indirectement, proviennent d'intérêts courus au sens des points a) et b), et ceci à partir du jour de l'application des dispositions de la présente loi en vertu de l'article 14.

2. En ce qui concerne le paragraphe 1, point c), lorsqu'un agent payeur ne dispose d'aucun élément concernant la part des revenus provenant de paiements d'intérêts, le montant global des revenus est considéré comme paiement d'intérêts.

3. En ce qui concerne le paragraphe 1, point d), lorsqu'un agent payeur ne dispose d'aucun élément concernant le pourcentage d'actifs investi dans des créances ou dans des parts ou des unités telles que définies dans ce paragraphe, ce pourcentage est considéré comme supérieur à 40%. Lorsqu'il ne dispose pas d'éléments suffisants concernant la part des revenus provenant de paiements d'intérêts compris dans la plus-value pour déterminer ce pourcentage, est considérée comme paiement d'intérêts la différence entre le produit de la cession, du remboursement ou du rachat et le prix d'acquisition des parts et des unités, ou, le cas échéant, la valeur des parts et des unités au jour où les dispositions de la présente loi commencent à s'appliquer en vertu de l'article 14, au cas où le bénéficiaire effectif a déjà détenu les parts ou les unités à cette dernière date. Lorsque l'agent payeur n'est pas en mesure de déterminer cette différence, le revenu est considéré comme étant le produit de la cession, du remboursement ou du rachat des parts ou des unités.

4. Lorsque des intérêts tels que définis au paragraphe 1 sont payés à, ou crédités sur un compte d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, et que cette entité ne bénéficie pas de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3, ces intérêts sont considérés comme paiement d'intérêts effectué par cette entité.

5. Par dérogation au paragraphe 1, points c) et d), est exclu de la définition de paiement d'intérêts tout revenu mentionné dans ces dispositions provenant d'organismes ou d'entités établis au Luxembourg, lorsque les investissements de ces organismes ou entités dans les créances mentionnées au paragraphe 1, point a) ne dépassent pas 15% de leur actif. Il en est de même si un autre Etat membre de l'Union européenne recourt à cette option visée à la phrase précédente. De même, par dérogation au paragraphe 4, sont exclus de la définition de paiement d'intérêt tel que défini au paragraphe 1, les intérêts payés ou crédités sur un compte d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, ne bénéficiant pas de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3, et établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, lorsque les investissements de ces entités dans des créances mentionnées au paragraphe 1, point a), ne dépassent pas 15% de leur actif, et ceci seulement dans l'hypothèse où cet autre Etat membre de l'Union européenne recourt à l'option visée par le présent paragraphe.

6. A compter du 1er janvier 2011, le pourcentage visé au paragraphe 1, point d), et au paragraphe 3 sera de 25%.

7. Les pourcentages visés au paragraphe 1, point d), et au paragraphe 5 sont fixés en fonction de la politique en matière d'investissement, telle qu'elle est définie dans le règlement ou dans les documents constitutifs ou autres des organismes ou entités concernés et, à défaut, en fonction de la composition réelle de l'actif de ces organismes ou entités.

Art. 7.– Retenue à la source

1. L'agent payeur établi au Luxembourg prélève une retenue à la source de 15% pendant les trois premières années à partir du jour de l'application des dispositions de la présente loi en vertu de l'article 14, de 20% pendant les trois années suivantes et de 35% par la suite.

2. L'agent payeur prélève la retenue à la source selon les modalités suivantes:

- a) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a): sur le montant des intérêts payés ou crédités;
- b) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, points b), c) ou d): sur le montant des intérêts ou des revenus visés à ces paragraphes.

3. Aux fins des points a) et b) du paragraphe 2, la retenue à la source est prélevée au prorata de la période de détention de la créance par le bénéficiaire effectif. Si l'agent payeur n'est pas en mesure de déterminer la période de détention sur la base des informations dont il dispose, il considère que le bénéficiaire effectif a détenu la créance pendant toute la période d'existence de celle-ci, sauf si le bénéficiaire effectif fournit une preuve de la date d'acquisition.

4. Un opérateur économique établi au Luxembourg payant des intérêts, ou attribuant le paiement d'intérêts, à une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne, est considéré comme étant l'agent payeur en lieu et place de l'entité et prélève la retenue à la source sur ces intérêts qui reviennent à chacun des membres de l'entité qui satisfont aux conditions énoncées à l'article 1 et à l'article 2, paragraphe 1. Lorsque l'opérateur économique ne dispose pas d'éléments suffisants concernant l'identification des bénéficiaires effectifs, la retenue à la source est à prélever sur le montant total des intérêts.

5. L'agent payeur ou l'opérateur économique au sens du paragraphe 4 doit retenir l'impôt au moment du paiement d'intérêts. Toute insuffisance est mise à sa charge par bulletin ouvrant la voie de la réclamation comme en matière d'impôts directs.

6. L'impôt retenu au cours d'une année est à verser au plus tard le 20 février de l'année suivante au bureau de recette Esch-sur-Alzette et est à déclarer endéans le même délai à la section de la retenue d'impôt sur les intérêts, moyennant le modèle prescrit qui comprend une ventilation de la retenue par Etat; en cas de déclaration tardive ou inexacte de 1.000 euros ou plus, l'agent payeur encourt de plein droit une pénalité de 0,5% de l'insuffisance. Au cas où la retenue d'impôt a été prélevée à tort ou si un montant trop élevé a été prélevé, le redressement pourra être effectué jusqu'à la fin de l'année suivant l'année du prélèvement. La restitution, ainsi que la modification concomitante de la ventilation de la retenue par Etat, seront reportées jusqu'à la prochaine échéance et redressées par voie de compensation.

7. Sans préjudice du paragraphe 178bis de la loi générale des impôts, les fonctionnaires de la section de la retenue d'impôt sur les intérêts vérifient le fonctionnement des mécanismes mis en place en vue de l'exigibilité de la retenue d'impôt. Ce contrôle ne donne pas accès aux données nominatives. Toutes les informations recueillies ne peuvent être utilisées qu'aux fins de l'application de la présente loi.

Art. 8.– Partage des recettes

1. Le Luxembourg conserve 25% de sa recette prélevée conformément à l'article 7, paragraphe 1, et en transfère 75% à l'Etat membre de l'Union européenne de résidence du bénéficiaire effectif des intérêts.

2. Le Luxembourg conserve 25% de sa recette prélevée conformément à l'article 7, paragraphe 4, et en transfère 75% aux autres Etats membres de l'Union européenne dans la même proportion que les

transferts effectués en application du paragraphe 1, au cas où l'opérateur économique ne dispose pas d'éléments suffisants concernant l'identification des bénéficiaires effectifs.

3. Au plus tard le 30 juin suivant la fin de l'année civile, le montant global prévu aux paragraphes 1 et 2 est versé aux autres Etats membres de l'Union européenne, les frais de transfert étant à charge de ces derniers.

Art. 9.– Exceptions au système de la retenue à la source

1. La retenue à la source prévue à l'article 7 n'est pas prélevée:

- a) lorsque le bénéficiaire effectif autorise expressément l'agent payeur à communiquer des informations conformément au paragraphe 2; cette autorisation couvre tous les intérêts payés à ce bénéficiaire effectif par cet agent payeur;
- b) lorsque le bénéficiaire effectif remet à son agent payeur un certificat établi à son nom par l'autorité compétente de son Etat de résidence fiscale conformément aux dispositions du paragraphe 3;
- c) lorsque l'entité visée à l'article 7, paragraphe 4, autorise expressément l'opérateur économique à communiquer des informations conformément au paragraphe 2.

2. En cas d'autorisation expresse accordée par le bénéficiaire effectif ou par l'entité visée à l'article 4, paragraphe 2, le contenu minimal des informations que l'agent payeur ou l'opérateur économique visé à l'article 7, paragraphe 4 est tenu de communiquer dans la forme prescrite, jusqu'au 20 du mois suivant le mois au cours duquel l'impôt aurait dû être retenu, à l'autorité compétente du Luxembourg, est le suivant:

- a) l'identité et la résidence du bénéficiaire effectif établies conformément à l'article 3 ou la dénomination et l'adresse de l'entité visée à l'article 7, paragraphe 4;
- b) le nom ou la dénomination et l'adresse de l'agent payeur;
- c) le numéro de compte du bénéficiaire effectif ou de l'entité visée à l'article 7, paragraphe 4, ou, à défaut, l'identification de la créance génératrice des intérêts;
- d) le montant total des intérêts ou des revenus ou le montant total du produit de la cession, du rachat ou du remboursement.

L'autorité compétente du Luxembourg communique ces informations à l'autorité compétente de l'Etat de résidence du bénéficiaire effectif ou de l'adresse de l'entité visée à l'article 7, paragraphe 4, de façon automatique au moins une fois par an, au plus tard le 30 juin suivant la fin de l'année civile.

3. A la demande du bénéficiaire effectif, l'autorité compétente de son Etat de résidence fiscale délivre un certificat portant les mentions suivantes:

- a) nom, adresse et numéro d'identification fiscale ou, à défaut d'un tel numéro, date et lieu de naissance du bénéficiaire effectif;
- b) nom ou dénomination et adresse de l'agent payeur;
- c) numéro de compte du bénéficiaire effectif ou, à défaut, identification du titre de créance.

Ce certificat est valable pour une période n'excédant pas trois ans.

Art. 10.– Titres de créance négociables

Au cours de la période pendant laquelle le Luxembourg, la Belgique ou l'Autriche appliquent le système de la retenue à la source, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2010, les obligations domestiques et internationales et autres titres de créance négociables dont l'émission d'origine est antérieure au 1er mars 2001 ou pour lesquels les prospectus d'émission d'origine ont été visés avant cette date par les autorités compétentes au sens de la directive 80/390/CEE du Conseil, ou par les autorités responsables dans des pays tiers, ne sont pas considérés comme des créances au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a), à condition qu'aucune nouvelle émission de ces titres de créance négociables ne soit réalisée à compter du 1er mars 2002. Au-delà de la période susvisée, les dispositions du présent article ne continuent de s'appliquer qu'à l'égard des titres de créance négociables:

- qui contiennent des clauses de montant brut („gross-up“) ou de remboursement anticipé, et

- lorsque l’agent payeur est établi au Luxembourg et lorsque cet agent payeur paie des intérêts directement à un bénéficiaire effectif résidant dans un autre Etat membre de l’Union européenne.

Si une nouvelle émission d’un des titres de créance négociables susmentionnés émis par un gouvernement ou une entité assimilée, agissant en tant qu’autorité publique ou dont le rôle est reconnu par un traité international, telle qu’elle est définie à l’annexe, est réalisée à compter du 1er mars 2002, l’ensemble de l’émission de ce titre, à savoir l’émission d’origine et toute émission ultérieure, est considéré comme l’émission d’un titre de créance au sens de l’article 6, paragraphe 1, point a).

Si une nouvelle émission d’un des titres de créance négociables susmentionnés, émis par tout autre émetteur non couvert par le deuxième alinéa, est réalisée à compter du 1er mars 2002, cette nouvelle émission est considérée comme l’émission d’un titre de créance au sens de l’article 6, paragraphe 1, point a).

Art. 11.– Dispositions diverses

Le recouvrement de la retenue d’impôt s’opère et se poursuit dans les mêmes formes et avec les mêmes privilèges et hypothèques que ceux prévus pour le recouvrement des impôts directs luxembourgeois.

Art. 12.– Autres retenues à la source

La présente loi ne fait pas obstacle à ce que des retenues à la source autres que la retenue visée à l’article 7 soient prélevées dans le cadre des dispositions de droit luxembourgeois ou des conventions internationales contre les doubles impositions.

Art. 13.– Elimination des doubles impositions

A l’article 154, alinéa 1, numéro 2 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l’impôt sur le revenu, le point est remplacé par un point-virgule et l’alinéa 1 est complété par un numéro 3 libellé comme suit:

- „3. en dernier lieu l’impôt retenu à l’étranger en application de la directive 2003/48/CE ou des conventions internationales directement liées à cette directive pour l’année d’imposition précitée.“

Art. 14.– Mise en vigueur

La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant sa publication au Mémorial.

ANNEXE

Liste des entités assimilées visées à l'article 10

Aux fins de l'article 10, les entités ci-après seront considérées comme une „entité assimilée, agissant en tant qu'autorité publique ou dont le rôle est reconnu par un traité international“:

– entités au sein de l'Union européenne:

Belgique

Vlaams Gewest (Région flamande)

Région wallonne

Région de Bruxelles-Capitale/Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

Communauté française

Vlaamse Gemeenschap (Communauté flamande)

Deutschsprachige Gemeinschaft (Communauté germanophone)

Espagne

Xunta de Galicia (Gouvernement de la communauté autonome de Galice)

Junta de Andalucía (Gouvernement de la communauté autonome d'Andalousie)

Junta de Extremadura (Gouvernement de la communauté autonome d'Estrémadure)

Junta de Castilla-La Mancha (Gouvernement de la communauté autonome de Castille-La Manche)

Junta de Castilla-León (Gouvernement de la communauté autonome de Castille-León)

Gobierno Foral de Navarra (Gouvernement de la communauté autonome de Navarre)

Gobierno de las Islas Baleares (Gouvernement de la communauté autonome des îles Baléares)

Generalitat de Catalunya (Gouvernement de la communauté autonome de Catalogne)

Generalitat de Valencia (Gouvernement de la communauté autonome de Valence)

Diputación General de Aragón (Gouvernement de la communauté autonome d'Aragon)

Gobierno de las Islas Canarias (Gouvernement de la communauté autonome des îles Canaries)

Gobierno de Murcia (Gouvernement de la communauté autonome de Murcie)

Gobierno de Madrid (Gouvernement de la communauté autonome de Madrid)

Gobierno de la Comunidad Autónoma del País Vasco/Euzkadi (Gouvernement de la communauté autonome du Pays basque)

Diputación Foral de Guipúzcoa (Conseil provincial de Guipúzcoa)

Diputación Foral de Vizcaya/Bizkaia (Conseil provincial de Biscaye)

Diputación Foral de Álava (Conseil provincial d'Alava)

Ayuntamiento de Madrid (Commune de Madrid)

Ayuntamiento de Barcelona (Commune de Barcelone)

Cabildo Insular de Gran Canaria (Conseil de l'île de Grande Canarie)

Cabildo Insular de Tenerife (Conseil de l'île de Ténériffe)

Instituto de Crédito Oficial (office de crédit de l'Etat)

Instituto Catalán de Finanzas (institution financière publique de Catalogne)

Instituto Valenciano de Finanzas (institution financière publique de Valence)

Grèce

(Chemins de fer de Grèce)

(Organisme des télécommunications de Grèce)

(Entreprise publique d'électricité)

France

Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES)

Agence Française de Développement (AFD)
 Réseau Ferré de France (RFF)
 Caisse Nationale des Autoroutes (CNA)
 Assistance publique Hôpitaux de Paris (AP-HP)
 Charbonnages de France (CDF)
 Entreprise Minière et Chimique (EMC)

Italie

Régions
 Provinces
 Communes
 Cassa Depositi e Prestiti (Caisse de dépôts et de prêts)

Portugal

Região Autónoma da Madeira (Région autonome de Madère)
 Região Autónoma dos Açores (Région autonome des Açores)
 Communes

– entités internationales:

Banque européenne pour la reconstruction et le développement
 Banque européenne d'investissement
 Banque asiatique de développement
 Banque africaine de développement
 Banque mondiale/BIRD/FMI
 Société financière internationale
 Banque interaméricaine de développement
 Fonds de développement social du Conseil de l'Europe
 EURATOM
 Communauté européenne
 Société andine de développement
 Eurofima
 Communauté européenne du charbon et de l'acier
 Banque nordique d'investissement
 Banque de développement des Caraïbes

Les dispositions de l'article 10 sont sans préjudice de tout engagement international auquel les Etats membres de l'Union européenne pourraient avoir souscrit en ce qui concerne les entités internationales susmentionnées.

– entités pays tiers:

Les entités qui satisfont aux critères suivants:

- 1) l'entité est considérée comme publique selon les critères nationaux;
- 2) cette entité publique est un producteur non marchand qui gère et finance un ensemble d'activités, consistant pour l'essentiel à fournir à la collectivité des biens et des services non marchands et sur lequel les administrations publiques exercent un contrôle effectif;
- 3) cette entité publique réalise des émissions/titres de créance à intervalles réguliers et d'un volume considérable;
- 4) l'Etat concerné est en mesure de garantir que cette entité publique n'effectuera pas de remboursement anticipé en cas de clauses de brutage.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

ad article 1

L'article 1 précise que le projet de loi a pour objet l'introduction d'une retenue à la source sur les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. Par ailleurs, le champ d'application du projet de loi est délimité: sont visés les paiements d'intérêts au profit des bénéficiaires effectifs qui sont des personnes physiques ayant leur résidence fiscale dans l'un des Etats membres de l'Union européenne (UE), autre que le Luxembourg. Sont donc exclus les personnes morales d'une façon générale, les résidents fiscaux luxembourgeois, ainsi que les résidents fiscaux d'un Etat tiers.

ad article 2

Aux termes de l'article 2, la notion de bénéficiaire effectif relevant du champ d'application du présent projet de loi est définie. Il s'agit de l'ensemble des personnes physiques qui sont des résidents de l'UE, à l'exception des résidents luxembourgeois, sans distinguer si ces personnes reçoivent des intérêts dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé ou dans le cadre d'une activité professionnelle. Pour les besoins du présent projet de loi, les personnes physiques visées sont celles qui reçoivent des intérêts ou à qui des intérêts sont attribués, sauf si elles fournissent la preuve que le paiement d'intérêts n'a pas été effectué ou attribué pour leur propre compte. Le texte peut être rapproché de l'expression „mise à la disposition“ qui figure dans la loi concernant l'impôt sur le revenu. Celle-ci englobe entre autres le paiement en mains propres, le virement de compte, la compensation légale ou conventionnelle, la dation en paiement.

Une personne physique considérée en principe comme bénéficiaire effectif peut néanmoins être hors champ, si elle agit en tant qu'agent payeur, si elle agit pour le compte d'une personne morale, d'une entité dont les bénéfices sont imposés en vertu des dispositions générales relatives à la fiscalité des entreprises, d'un OPCVM autorisé conformément à la directive 85/611/CEE, d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2 du projet de loi, ou si elle agit pour le compte d'une autre personne physique qui est le bénéficiaire effectif. Dans ce dernier cas, la personne physique doit communiquer à l'agent payeur l'identité du bénéficiaire effectif.

Retenons donc que les personnes morales sont en principe exclues. Les structures sans personnalité morale peuvent être hors champ pour autant qu'elles soient fiscalisées dans les conditions de droit commun. Peuvent être visées dans ce dernier cas de figure les entités similaires à celles connues par exemple au Luxembourg sous les dénominations d'association momentanée ou d'association en participation.

Pour ce qui est des OPCVM autorisés conformément à la directive européenne 85/611/CEE, et des autres entités qui ne revêtent pas la forme juridique d'une personne morale ou dont les bénéfices ne sont pas imposés en application des dispositions générales relatives à la fiscalité des entreprises, ils entrent dans le champ d'application du présent projet de loi, même s'ils ne sont pas visés par l'expression „bénéficiaire effectif“.

Quant aux OPCVM et aux entités visées, il s'agit tant des OPCVM et des autres entités de droit luxembourgeois, que des structures établies à l'étranger. Au Luxembourg, la directive 85/611/CEE a été transposée dans la législation interne luxembourgeoise par la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif. Lors de la transposition de deux directives qui ont modifié la directive 85/611/CEE, à savoir la directive 2001/107/CE en vue d'introduire une réglementation relative aux sociétés de gestion et aux prospectus simplifiés et la directive 2001/108/CE en ce qui concerne les placements des OPCVM, une nouvelle loi sur les organismes de placement collectif (OPC) a été élaborée (loi du 20 décembre 2002, Mém. A 2002, p. 3659).

Les entités visées à l'article 4, paragraphe 2, sont des structures susceptibles d'être utilisées comme substituts des OPC. Ce sont des entités sans personnalité morale et elles ne sont pas des OPC autorisés conformément à la directive 85/611/CEE.

Au paragraphe 2, il est stipulé que si l'agent payeur dispose d'informations suggérant que la personne physique qui reçoit un paiement d'intérêts, ou à laquelle un paiement d'intérêts est attribué, peut ne pas être le bénéficiaire effectif, il prendra des mesures raisonnables pour établir l'identité du bénéficiaire effectif, sinon cette personne physique est considérée comme étant le bénéficiaire effectif. L'agent payeur se base plus particulièrement sur l'article 3 pour déterminer l'identité du bénéficiaire effectif.

ad article 3

L'article 3 traite de l'identification des bénéficiaires effectifs et de la détermination de leur lieu de résidence.

Une distinction est faite entre les cas où les relations contractuelles entre l'agent payeur et le bénéficiaire effectif ont été établies avant le 1er janvier 2004 et ceux où ces relations ont été établies, ou des transactions ont été effectuées en l'absence de relations contractuelles, à compter du 1er janvier 2004.

Lorsque l'agent payeur a établi une relation contractuelle avec le bénéficiaire effectif des intérêts avant le 1er janvier 2004, l'identité du bénéficiaire effectif, exprimée par son nom et son adresse, est déterminée d'après les informations dont l'agent payeur dispose, notamment en application de l'article 39 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ladite loi avait entre autres pour objectif de transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la directive 91/308/CEE du Conseil du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. L'article 39 précité pose le principe qu'un professionnel du secteur financier doit connaître l'identité de ses clients, lorsqu'il veut nouer des relations plus que passagères avec eux. Cette connaissance doit se fonder sur des vérifications au moyen de documents probants, tels que passeport, carte d'identité, statuts de société. Les professionnels du secteur financier doivent plus particulièrement reporter l'adresse exacte du client sur le document d'ouverture de compte, lorsque celle-ci ne figure pas sur la copie des documents d'identité. L'adresse ainsi retenue est considérée comme résidence du bénéficiaire effectif. Une relation contractuelle consiste en toute entrée en relation du bénéficiaire effectif avec l'agent payeur documentée par un écrit (la détention d'un coffre-fort peut suffire).

Pour des relations contractuelles établies à compter du 1er janvier 2004, l'agent payeur détermine l'identité et la résidence du bénéficiaire effectif sur la base du passeport ou de la carte d'identité officielle. Le cas échéant, le numéro d'identification fiscale peut servir à l'établissement de l'identité du bénéficiaire. Si le numéro d'identification fiscale n'apparaît pas dans le passeport, sur la carte d'identité officielle ou sur tout autre document probant, l'identité est obligatoirement complétée par la date et le lieu de naissance établis sur la base du passeport ou de la carte d'identité officielle.

La résidence du bénéficiaire effectif est établie sur la base de l'adresse mentionnée dans le passeport ou sur la carte d'identité officielle. Lorsque l'adresse ne figure pas dans le passeport ou sur la carte d'identité officielle, elle est établie sur la base de tout autre document probant présenté par le bénéficiaire effectif. Des documents probants peuvent être une carte de séjour, un permis de conduire ou même une confirmation écrite et signée par le bénéficiaire effectif. Cette adresse est donc considérée comme la résidence du bénéficiaire effectif, sous réserve du cas suivant: pour les personnes physiques présentant un passeport ou une carte d'identité délivré par un Etat membre de l'UE et qui déclarent être résidentes d'un pays tiers, la résidence est établie sur la base d'un certificat de résidence fiscale délivré par l'autorité compétente du pays tiers. Cette autorité compétente est définie à l'article 5. En l'absence de la production de ce certificat, la résidence est considérée comme étant située dans l'Etat de l'UE qui a délivré le document dont il s'agit.

D'une façon générale, il importe de préciser que la résidence établie sur la base de cet article n'est pas nécessairement le domicile fiscal au sens du droit interne d'un pays ou des conventions fiscales bilatérales ou interétatiques. Plus particulièrement, il y a lieu de signaler le cas des fonctionnaires européens résidant au Grand-Duché et originaires d'un autre Etat membre de l'UE. Ceux-ci gardent leur résidence fiscale dans l'autre Etat, mais ils sont considérés comme des résidents du Luxembourg d'après la définition consacrée par le présent article.

ad article 4

Le projet de loi apporte une innovation en ce sens que le principe fiscal traditionnel, selon lequel le prélèvement de la retenue à la source est à effectuer par le débiteur des revenus, est mis en échec et est remplacé par le système reposant sur la notion d'agent payeur.

Le paragraphe 1 définit l'agent payeur. Il s'agit de tout opérateur économique établi au Luxembourg qui paie des intérêts au sens de l'article 6, ou attribue le paiement d'intérêts au profit immédiat du bénéficiaire effectif qui est un résident d'un autre Etat membre de l'UE. Ne relève donc pas du champ d'application du projet de loi le cas où l'agent payeur et le bénéficiaire effectif résident tous les deux au Luxembourg. Pour ce qui est de l'expression „opérateur économique“, il s'agit de toute personne morale, personne physique ou autre entité qui, dans le cadre de sa profession ou de son activité économique normale, exécute les travaux tels qu'ils sont décrits dans la première phrase du présent alinéa.

Des paiements d'intérêts entre personnes privées en tant qu'opérations isolées ne rentrent donc pas dans le champ d'application du présent article. L'agent payeur peut être le débiteur lui-même ou l'opérateur chargé par le débiteur ou le bénéficiaire effectif de payer les intérêts. En effet, l'agent payeur est celui qui est le mieux à même d'exécuter d'une manière efficace les mesures nécessaires afin de prélever une retenue à la source sur les paiements d'intérêts et garantir ainsi une imposition minimale effective. Le système des agents payeurs couvre l'ensemble des paiements d'intérêts effectués dans l'UE, y compris les intérêts sur des prêts consentis par un débiteur établi en dehors du territoire de l'UE. Ceci permet d'éviter que des débiteurs établis dans l'UE ne soient désavantagés par rapport aux émetteurs de pays tiers (fragmentation du marché). L'agent payeur est celui qui effectivement verse les intérêts directement au bénéficiaire effectif. Il se situe en quelque sorte au niveau du dernier maillon d'une chaîne où les intérêts sont payés directement au bénéficiaire effectif. Par contre, lorsqu'une banque n'intervient que de façon purement passive, elle n'est pas considérée comme agent payeur. Ceci peut être le cas si la banque ne remplit que la fonction de banque de dépôt ou si elle ne transfère que des intérêts. Toutefois, s'agissant d'un flux d'intérêts transitant par un pays tiers se servant d'un agent payeur établi au Luxembourg qui verse des intérêts à un bénéficiaire effectif qui est un résident d'un autre Etat membre de l'UE, l'opération est couverte par le projet de loi.

Dans le cadre des intérêts provenant des OPCVM, l'agent payeur est celui qui est chargé par cet organisme ou par le bénéficiaire effectif de payer les intérêts. Suivant la structure de l'OPCVM, l'agent payeur pourrait être la banque dépositaire, le teneur de registre ou l'agent administratif.

Les paragraphes 2 et 3 ont trait à certaines entités résiduelles qui reçoivent des paiements d'intérêts, mais qui ne sont ni des personnes physiques, ni des personnes morales ou des entités dont les bénéfices sont imposés en application des dispositions générales relatives à la fiscalité des entreprises ou des OPCVM autorisés conformément à la directive 85/611/CEE. Les explications y relatives sont fournies au commentaire ayant trait à l'article 2. Les entités visées sont celles établies au Luxembourg aussi bien que celles des autres Etats membres de l'UE. Jusqu'à ce moment, il n'existe aucune liste, ni indicative et a fortiori ni exhaustive des entités résiduelles visées par les deux paragraphes précités. Une telle liste devra être dressée d'un commun accord par tous les Etats membres de l'UE. Le paragraphe 4 apporte une précision en ce sens que les sociétés de personnes de droit finlandais et suédois ne sont pas considérées comme des personnes morales au sens du présent projet de loi et que, partant, elles sont traitées comme des entités résiduelles.

En vertu du paragraphe 2, le principe de base consiste à traiter les entités résiduelles, au moment où elles touchent des intérêts, en tant qu'agents payeurs. Ce sont donc des agents payeurs à la réception („paying agents on receipt“). Ainsi, cette procédure limitée aux entités résiduelles représente une dérogation à la procédure normale en cas de paiement d'intérêts.

Contrairement au paragraphe 2, le paragraphe 3 permet à l'entité de décider si elle veut être traitée comme un OPCVM autorisé conformément à la directive 85/611/CEE. Dans ce cas, on revient de nouveau à l'agent payeur visé au paragraphe 1. Le recours à cette option doit cependant être documenté par une attestation délivrée par l'Etat membre de l'UE où l'entité est établie et remise par cette entité à l'opérateur économique.

Pour les entités établies au Luxembourg, elles sont toujours considérées comme des OPCVM autorisés conformément à la directive 85/611/CEE. Ceci évite d'obliger soit l'entité établie au Grand-Duché au moment de la réception des intérêts ou l'opérateur économique luxembourgeois de prélever une retenue à la source sur les intérêts versés à l'entité, soit l'entité à autoriser l'opérateur économique de communiquer, selon la procédure arrêtée à l'article 9, paragraphe 2, les informations couvertes par le paragraphe 178bis de la loi générale des impôts, à l'autorité compétente du Luxembourg.

ad article 5

Aux termes de l'article 5, l'autorité compétente du Luxembourg est le Ministre des Finances ou un représentant autorisé. Comme il s'agit ici d'impôts directs, le représentant autorisé en cette matière sera naturellement le directeur de l'administration des contributions directes. Les Etats membres de l'UE doivent notifier à la Commission européenne leur autorité compétente respective. Généralement, ce qui est également valable pour les pays tiers, l'autorité compétente est le Ministre des Finances ou un représentant autorisé. Pour ce qui est des juridictions avec lesquelles le Luxembourg n'a pas conclu de convention fiscale, l'autorité compétente est celle qui y est autorisée à délivrer des certificats de résidence à des fins de fiscalité.

ad article 6

La notion de paiement d'intérêts reprise à l'article 6 du présent projet de loi diffère tant de celle définie dans la législation luxembourgeoise en son article 97 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) que de celle de l'article 11 du modèle de convention de l'OCDE. En effet, la définition figurant dans le projet de loi est beaucoup plus large. Ceci signifie qu'un paiement d'intérêts peut tomber dans le champ d'application du projet de loi, alors qu'au niveau du droit interne ce même paiement n'est pas classé dans la catégorie des intérêts. Le projet de loi regroupe quatre catégories de paiement d'intérêts. Notons encore que la définition reprise à l'article 6 trouve une limite par la clause de grand-père insérée à l'article 10.

ad paragraphe 1, point a)

En premier lieu, le projet de loi énumère les intérêts payés, ou inscrits en compte, qui se rapportent à des créances de toute nature. Faute d'une définition des termes „intérêts“ et „créances“ et étant donné qu'il s'agit d'une reprise littérale de la définition prévue à l'article 11 du modèle de convention de l'OCDE, on peut se référer aux commentaires y relatifs. Entre autres, il est précisé que les intérêts de créances hypothécaires entrent dans la catégorie des intérêts. Or, ceux-ci sont considérés comme des revenus indigènes (article 156 L.I.R.) imposables dans le chef des non-résidents, sous réserve des conventions contre les doubles impositions. Toutefois, le projet de loi No 5232 prévoit la suppression de cette catégorie à l'article 156 L.I.R., de sorte que ces intérêts ne constituent dorénavant plus un revenu imposable indigène des non résidents. Il reste cependant un éventuel chevauchement avec des intérêts d'obligations donnant un droit de participation aux bénéfices du débiteur. En effet, ces intérêts sont énumérés à l'article 156 L.I.R. et sont considérés comme un revenu indigène dans le chef des contribuables non résidents. Une retenue à la source de droit interne luxembourgeois à raison de 20%, est perçue sur les intérêts, sous réserve bien entendu des conventions contre les doubles impositions. Sont visés dans le projet de loi ces intérêts, si le contrat revêt dans son ensemble le caractère d'un prêt à intérêts. Il en serait cependant autrement, si les fonds prêtés partageaient effectivement les risques encourus par les personnes emprunteuses. Pour plus de détails, il est renvoyé au commentaire concernant l'article 12.

ad paragraphe 1, point b)

La deuxième catégorie de paiement d'intérêts concerne les intérêts courus ou capitalisés obtenus lors de la cession, du remboursement ou du rachat des créances de toute nature. Ces intérêts ne reprennent pas les diminutions ou les augmentations de prix des créances sous-jacentes susceptibles de varier notamment en fonction de l'évolution des taux d'intérêt. Le projet de loi laisse le choix de la méthode de calcul en ce qui concerne la détermination des intérêts courus ou capitalisés. Ceci est également le cas en ce qui concerne le calcul des intérêts au niveau des obligations à zéro coupon.

ad paragraphe 1, point c) et paragraphe 2

La troisième catégorie de paiement d'intérêts visée par l'article 6 concerne les revenus provenant de paiements d'intérêts soit directement, soit par l'intermédiaire d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, distribués par:

- (i) des organismes de placement collectif en valeurs mobilières autorisés conformément à la directive 85/611/CEE;
- (ii) les entités qui bénéficient de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3, pour être traitées comme un OPCVM conformément à la Directive 85/611/CEE;
- (iii) des organismes de placement collectif établis en dehors du territoire de l'UE.

Il s'agit en l'espèce de revenus distribués par ces OPCVM ou autres entités qui sont qualifiés comme des paiements d'intérêts, mais uniquement dans la mesure où ces revenus ont leur origine dans des intérêts tels qu'ils sont mentionnés aux points a) et b). Le principe de transparence a pour objet de ne prendre en compte que la partie des revenus provenant de paiements d'intérêts. A défaut d'élément prouvant la part des revenus provenant de paiement d'intérêts, l'ensemble des revenus est considéré comme paiement d'intérêts.

ad paragraphe 1, point d), paragraphe 3 et paragraphe 6

La quatrième catégorie de paiement d'intérêts concerne les revenus réalisés lors de la cession, du remboursement ou du rachat de parts ou d'unités dans les mêmes organismes ou entités énumérés au

point c), lorsque ceux-ci investissent directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'autres organismes ou entités, plus de 40% de leurs actifs en créances visées au point a). Le seuil des 40% sera réduit à 25% à partir du 1er janvier 2011. Lorsque l'agent payeur n'est pas en mesure de vérifier la condition du seuil de 40%, le pourcentage desdits actifs est considéré comme supérieur à 40%.

C'est également le principe de la transparence qui peut être appliqué à l'endroit des OPCVM ou des entités de capitalisation, au cas où une plus-value est réalisée. Lorsque la part des intérêts ne peut pas être déterminée, la différence entre le produit de la réalisation et le prix d'acquisition est considéré comme paiement d'intérêts. A défaut de connaître le prix d'acquisition, tout le produit de cession ou de remboursement ou de rachat est considéré comme paiement d'intérêts. Pour le calcul du prix d'acquisition, on prend en considération l'ensemble des dépenses assumées par le bénéficiaire effectif.

D'une façon générale, il importe de souligner qu'il y a lieu de tenir compte en fait uniquement des intérêts courus à partir du jour de l'application des dispositions de la présente loi.

ad paragraphe 4

Ce paragraphe fournit une précision dans le cas d'un paiement d'intérêts à une entité qui est agent payeur à la réception.

ad paragraphe 5

Le seuil de minimis de 15% prévu par le paragraphe 5 permet d'écarter directement du champ d'application du projet de loi les investissements en quelque sorte marginaux dans des produits de taux réalisés par des OPCVM ou des entités.

ad paragraphe 7

Pour déterminer les deux seuils d'investissement, il est fait référence à la politique d'investissement dans les statuts de l'OPCVM ou de l'entité ou d'autres documents dont le rapport de gestion. En cas de défaut d'information adéquate, il est fait référence à la composition réelle de l'OPCVM ou de l'entité.

A titre de conclusion, retenons que le projet de loi ne vise en fait que les intérêts lato sensu. Il est vrai que certains paiements d'intérêts qui entrent dans le champ d'application du projet de loi, sont ou bien exemptés suivant le droit interne luxembourgeois, ou bien sont considérés comme des dividendes ou des bénéfices de spéculation ou de cession. Sont cependant exclus de façon générale les revenus provenant de biens immobiliers, les prestations d'assurance, les pensions, les produits dérivés et innovants, ainsi que les commissions.

ad article 7

Une retenue à la source est en principe un mode de perception de l'impôt sur le revenu, bien que la retenue du présent projet de loi ait un caractère spécifique du fait que l'agent payeur est obligé de prélever cette retenue pour le compte du Trésor luxembourgeois, quitte à ce que 75% du montant des recettes soient versés à l'Etat de la résidence du bénéficiaire effectif.

Le paragraphe 1 fixe le taux de la retenue d'impôt. Ce taux augmente progressivement dans le temps. Le taux qui s'élève à 15% pendant les trois premières années à partir du jour de l'application des dispositions du projet de loi, est porté à 20% pendant les trois années suivantes pour passer à 35% par la suite.

Les précisions sur les montants à soumettre à la retenue d'impôt figurent au paragraphe 2 contenant des références à l'article 6. Il en découle que la retenue d'impôt frappe le montant soit des intérêts payés ou crédités spécifiés à l'article 6, paragraphe 1, point a), soit des intérêts ou des revenus au sens de l'article 6, paragraphe 1, points b), c) ou d). Sont également soumis à la retenue d'impôt les montants des intérêts ou des revenus qui reviennent à chacun des membres d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, et ceci dans les mêmes conditions que celles prévues en cas de paiement direct au bénéficiaire effectif. Faute de données sur l'identité des bénéficiaires effectifs, la retenue est à effectuer sur le montant total des intérêts.

Dans le cas des intérêts sur obligations, d'intérêts capitalisés et des revenus réalisés lors de la cession, du remboursement ou du rachat de parts d'OPCVM, le paragraphe 3 prévoit que la retenue d'impôt est prélevée au prorata de la période de détention du titre par le bénéficiaire effectif. Si l'agent payeur n'est pas en mesure de déterminer la période de détention, il considère que le bénéficiaire effectif a détenu la créance pendant toute la période d'existence de celle-ci.

Au paragraphe 4 il est précisé qu'un opérateur économique qui paie des intérêts à une entité au sens de l'article 4, paragraphe 2 établie dans un autre Etat membre de l'UE, est considéré comme étant l'agent payeur en lieu et place de l'entité. Les mêmes obligations que celles imposées aux agents payeurs valent à l'égard de ces opérateurs économiques.

En vertu du paragraphe 5, l'agent payeur ou, le cas échéant, l'opérateur économique doit effectuer la retenue d'impôt au moment du paiement d'intérêts. Conformément aux articles 2 et 6, ce moment coïncide avec la mise à la disposition du bénéficiaire effectif des intérêts ou des revenus. Toute insuffisance de retenue ou de déclaration de la retenue est mise à la charge de l'agent payeur ou de l'opérateur économique par la voie d'un bulletin. Les dispositions générales en matière de réclamation prévues par les lois générales des impôts dans le domaine des contributions directes, sont d'application.

Le versement de la retenue se fait selon une périodicité annuelle. L'agent payeur est ainsi responsable d'opérer la retenue et de verser l'impôt retenu. Celui-ci est à verser à l'administration des contributions directes (bureau de recette Esch-sur-Alzette) au plus tard le 20 février de l'année suivant l'année à laquelle l'impôt retenu se rapporte. Dans le même délai, l'agent payeur est tenu de remettre une déclaration à l'administration des contributions directes (section de la retenue d'impôts sur les intérêts). L'institution de cette nouvelle section nécessite une modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes.

Une pénalité spécifique, simple à appliquer, est prévue en cas de déclaration tardive ou inexacte de 1.000 euros ou plus. Cette sanction s'élève à 0,5% de l'insuffisance de la déclaration.

En cas de prélèvement trop élevé, l'agent payeur ou l'opérateur économique peut procéder à un redressement de sa déclaration jusqu'à la fin de l'année suivant l'année du prélèvement. La restitution et la modification de la ventilation par Etat s'opéreront par voie de compensation lors de la prochaine échéance.

En matière de contrôle, le secret bancaire vis-à-vis des administrations fiscales est pleinement préservé et garanti. Le contrôle assuré par les fonctionnaires de la section de la retenue d'impôt sur les intérêts de l'administration des contributions directes porte sur la vérification des systèmes mis en place par les agents payeurs et les opérateurs économiques et ne permet pas l'accès aux données individuelles.

ad article 8

Les recettes provenant de la retenue d'impôt à la source opérée au Luxembourg sont des recettes propres du Luxembourg. Le régime de partage des recettes prévoit que l'Etat de la source, en l'occurrence le Grand-Duché, conserve 25% de sa recette et transfère les 75% restants à l'Etat de résidence du bénéficiaire effectif, ou, le cas échéant, proportionnellement à l'Etat de résidence des membres d'une entité conformément à l'article 7, paragraphe 4. Si, dans ce dernier cas, l'opérateur économique a prélevé l'impôt sur le montant total des intérêts, la répartition est faite selon le même rapport que celui calculé en vertu de la phrase précédente.

Le paragraphe 3 prévoit que le Luxembourg transfère, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la fin de l'année civile, au trésor étranger respectif le montant global. Les frais de transfert sont à charge de la caisse publique étrangère.

ad article 9

Un bénéficiaire effectif qui souhaite être exempté de la retenue à la source sur le paiement d'intérêts, peut choisir entre deux procédures: l'une qui permet au bénéficiaire effectif d'autoriser expressément l'agent payeur à communiquer les informations adéquates à l'autorité compétente de l'Etat de résidence du bénéficiaire effectif, et l'autre qui oblige le bénéficiaire effectif à remettre à l'agent payeur un certificat établi à son nom par l'autorité compétente de son Etat membre de résidence fiscale. Il y a lieu de souligner que l'entité dispose uniquement de la possibilité de la communication des informations.

Tout en préservant strictement les dispositions du paragraphe 178bis de la loi générale des impôts, relatives au secret bancaire, le paragraphe 2 fournit des précisions sur le contenu minimal des informations que l'agent payeur ou l'opérateur économique doit transmettre à l'administration des contributions directes. Outre ses nom et adresse, le bénéficiaire effectif ou l'entité autorisent la transmission des informations relatives à l'identité de l'agent payeur, le numéro de compte du bénéficiaire effectif ou de l'entité, ou, à défaut, l'identification de la créance génératrice des intérêts, ainsi que le montant total des intérêts ou des revenus. La transmission de ces données vers l'autorité compétente étrangère permet alors de vérifier si les revenus dont il s'agit ont été déclarés. En ce qui concerne le bénéficiaire effectif,

l'autorisation de transmission des informations couvre tous les intérêts payés à ce bénéficiaire effectif par cet agent payeur.

Le paragraphe 3 prévoit que le bénéficiaire effectif peut également éviter le prélèvement de la retenue à la source en remettant à l'agent payeur un certificat établi à son nom par l'autorité compétente de son Etat de résidence. Ce certificat comprend ses nom, adresse, numéro d'identification fiscale ou, à défaut d'un tel numéro, date et lieu de naissance du bénéficiaire effectif, nom et dénomination de l'agent payeur, numéro de compte du bénéficiaire effectif ou, à défaut, identification du titre de créance.

Les deux mécanismes présentent plusieurs avantages, notamment, d'éviter au contribuable qui déclare normalement ses intérêts dans son Etat de résidence de supporter la retenue à la source. De même, le décalage dans le temps entre son paiement et le crédit d'impôt auquel il a droit est supprimé. Enfin, ces mécanismes favorisent les contribuables non imposables dans leur Etat de résidence en leur évitant d'introduire une procédure complexe de reversement par cet Etat.

ad article 10

Par l'article 10, une clause dite de grand-père est insérée dans le champ d'application du projet de loi afin, en ce qui concerne certains instruments d'épargne, d'en délimiter la portée dans le temps. Le souci exprimé par cet article est de sécuriser les marchés financiers pour lesquels le versement d'intérêts nets d'impôt a été jusqu'à présent un facteur clé de leur fonctionnement. Cette période devrait se terminer à la fin de la période de transition, période pendant laquelle le Luxembourg, l'Autriche ou la Belgique appliquent le système de la retenue à la source, et au plus tard le 31 décembre 2010. Les titres auxquels s'applique cette clause de grand-père sont les obligations domestiques et internationales et autres titres de créance négociables dont l'émission d'origine est antérieure au 1er mars 2001 ou pour lesquels les prospectus d'émission d'origine ont été visés avant cette date par les autorités compétentes au sens de la directive 80/390/CEE du Conseil, ou par les autorités responsables dans des pays tiers, à condition qu'aucune nouvelle émission de ces titres de créance négociables ne soit réalisée à compter du 1er mars 2002.

Il paraît légitime que la clause de grand-père s'applique même au-delà de cette date aux émissions qui comportent des clauses de gross-up ou de remboursement anticipé dans le cas où l'agent payeur est établi dans un Etat membre appliquant la retenue à la source et lorsque cet agent payeur paie des intérêts directement à un bénéficiaire effectif résidant dans un autre Etat membre de l'UE. Le projet de loi se limite bien entendu aux agents payeurs établis au Luxembourg. En vertu de la clause dite de gross-up prévue dans certains titres d'emprunt, l'émetteur s'engage à dédommager le bénéficiaire effectif de tout prélèvement pratiqué à la source. Corrélativement à cette obligation de prise en charge par l'émetteur de l'impôt frappant les intérêts versés au bénéficiaire effectif, le titre d'emprunt prévoit souvent un droit contractuel de l'émetteur de procéder au remboursement anticipé de l'ensemble de l'emprunt, à la valeur nominale, en cas d'application de la clause, même au cas où le gross-up n'est sollicité que par un seul bénéficiaire effectif.

Si une nouvelle émission d'un des titres de créance négociables susmentionnés émis par un gouvernement ou une entité assimilée agissant en tant qu'autorité publique ou dont le rôle est reconnu par un traité international, telle qu'elle est définie à l'annexe au projet de loi, est réalisée à compter du 1er mars 2002, l'ensemble de l'émission de ce titre ne bénéficie plus de la clause de grand-père.

Au cas où la nouvelle émission lancée par tout autre émetteur est réalisée à compter du 1er mars 2002, uniquement cette nouvelle émission n'est pas couverte par la clause de grand-père.

ad article 11

Le recouvrement de la retenue d'impôt s'opère et se poursuit dans les mêmes formes et avec les mêmes privilèges et hypothèques que celui de l'impôt sur le revenu. La loi du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale est donc applicable. Il est évident que le Trésor doit pouvoir jouir des mêmes droits et privilèges dans les cas où l'agent payeur est mis à contribution.

ad article 12

Le présent projet de loi ne fait pas obstacle à ce que le Luxembourg prélève d'autres retenues sur les paiements d'intérêts d'après ses dispositions nationales ou conventionnelles. C'est en particulier le cas

pour les retenues de type „débitteur“ prévues par l'application combinée des articles 146, 148 et 156 L.I.R. En effet, cette retenue est fixée à 20% et est prélevée sur deux catégories de produits:

- les arrérages et intérêts d'obligations et d'autres titres analogues, lorsqu'il est concédé pour ces titres, en dehors de l'intérêt fixe, d'un intérêt supplémentaire variant en fonction du montant du bénéfice distribué par le débiteur, à moins que ledit intérêt supplémentaire ne soit stipulé simultanément avec une diminution passagère du taux d'intérêt sans qu'au total le taux initial soit dépassé;
- les parts de bénéfice touchées, du chef de sa mise de fonds dans une entreprise, par le bailleur de fonds rémunéré en proportion du bénéfice.

Toutefois, les stipulations des conventions bilatérales contre les doubles impositions passées par le Luxembourg prévoient le plus souvent soit une exemption au Luxembourg soit l'application d'un taux réduit.

ad article 13

Cet article apporte une modification législative à la loi concernant l'impôt sur le revenu et concerne les résidents du Luxembourg qui touchent des paiements d'intérêts en application de la directive ou des conventions internationales conclues avec les Etats tiers ou des territoires dépendants ou associés des Etats membres de l'UE telles qu'elles sont prévues à l'article 14 du projet de loi. Le Luxembourg doit accorder au bénéficiaire effectif qui est un résident du Luxembourg, un crédit d'impôt qui compense la retenue à la source prélevée dans le pays de l'agent payeur. Si la retenue à la source est supérieure à l'impôt dû sur les revenus en cause, le Luxembourg accorde un remboursement. La méthode de l'élimination de la double imposition appliquée à l'égard de cette retenue d'impôt diffère fondamentalement de celle appliquée aux retenues à la source du type débiteur.

ad article 14

La mise en vigueur de la loi pose un problème complexe, analogue à celui de l'entrée en vigueur de conventions internationales. Certaines conditions doivent être remplies avant la mise en vigueur de la loi.

Le Gouvernement a prévu que la présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la publication au Mémorial. Cette publication dépend de la réalisation de toutes les conditions prévues dans la directive.

Selon l'article 17 de la directive, les Etats membres appliquent les dispositions de la directive à partir du 1er janvier 2005, pour autant que:

- i) la Confédération suisse, la Principauté de Liechtenstein, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco et la Principauté d'Andorre appliquent, à compter de cette même date, des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, conformément aux accords que ces pays ont conclus avec la Communauté européenne, sur décisions unanimes du Conseil de l'Union européenne, et
- ii) tous les accords ou autres mécanismes soient en place, prévoyant que tous les territoires dépendants ou associés concernés (Iles anglo-normandes = Jersey, Guernesey, Ile de Man, et les territoires dépendants ou associés des Caraïbes = Anguilla, Iles Vierges Britanniques, Iles Cayman, Iles Turks et Caïcos, Montserrat, Antilles néerlandaises, Aruba) appliquent, à compter de cette même date, l'échange automatique d'informations de la même manière que celle prévue à la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (ou appliquent une retenue à la source dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 11 et 12 de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts),

et que le Conseil de l'Union européenne décide, à l'unanimité, jusqu'au 30 juin 2004 au plus tard, que la condition relative aux dates d'entrée en vigueur des mesures pertinentes dans les pays tiers et les territoires dépendants ou associés concernés sera remplie.

Par contre, si le Conseil de l'UE ne décide pas que la condition sera remplie, il adopte, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission Européenne, une nouvelle date se substituant au 1er janvier 2005.

Dans toutes les hypothèses, la présente loi est applicable à compter d'une date dépendant d'une décision prise à l'unanimité par le Conseil de l'UE, portant sur les conditions exigées en rapport avec l'entrée en vigueur des mesures pertinentes dans les pays tiers et les territoires dépendants ou associés concernés. Ceci garantit que les dispositions contenues dans la directive ne sont applicables au Grand-Duché que si les Etats tiers visés appliquent des mesures équivalentes et si les territoires dépendants et associés mettent en place les mêmes mesures.

*

TEXTE DE LA DIRECTIVE 2003/48/CE
du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus
de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

(publication au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2003)¹

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 94,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social européen, considérant ce qui suit:

(1) Les articles 56 à 60 du traité garantissent la libre circulation des capitaux.

(2) Les revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts de créances constituent des revenus imposables pour les résidents de tous les Etats membres.

(3) En vertu de l'article 58, paragraphe 1, du traité, les Etats membres ont le droit d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis, ainsi que de prendre toutes les mesures indispensables pour prévenir les infractions à leurs lois et règlements, notamment en matière fiscale.

(4) Les dispositions de la législation fiscale des Etats membres destinées à lutter contre les abus ou les fraudes ne devraient constituer, aux termes de l'article 58, paragraphe 3, du traité, ni un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie à l'article 56 du traité.

(5) En l'absence d'une coordination des régimes nationaux concernant la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, en particulier en ce qui concerne le traitement des intérêts perçus par des non-résidents, il est actuellement souvent possible aux résidents des Etats membres d'échapper à toute forme d'imposition sur les intérêts perçus dans un Etat membre différent de celui où ils résident.

(6) Cette situation entraîne, dans les mouvements de capitaux entre Etats membres, des distorsions qui sont incompatibles avec le marché intérieur.

(7) La présente directive s'appuie sur le consensus dégagé lors du Conseil européen de Santa Maria da Feira des 19 et 20 juin 2000 et des sessions ultérieures du Conseil ECOFIN des 26 et 27 novembre 2000, 13 décembre 2001 et 21 janvier 2003.

¹ pages L 157/38 à L157/48

(8) La présente directive a pour objectif ultime à permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectué dans un Etat membre en faveur de bénéficiaires effectifs, qui sont des personnes physiques ayant leur résidence dans un autre Etat membre, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier Etat membre.

(9) L'objectif final de la présente directive peut être mieux réalisé en ciblant les paiements d'intérêts effectués ou attribués par des opérateurs économiques établis dans les Etats membres à des bénéficiaires effectifs ou pour le propre compte de bénéficiaires effectifs qui sont des personnes physiques résidents d'un autre Etat membre.

(10) Etant donné que l'objectif de la présente directive qui ne peut être réalisé de manière suffisante par les Etats membres, en l'absence d'une coordination des régimes nationaux de fiscalité de l'épargne, et qu'il peut donc être mieux poursuivi au niveau communautaire, conformément au principe de subsidiarité énoncé à l'article 5 du traité, la Communauté est en droit d'adopter des mesures. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

(11) L'agent payeur est l'opérateur économique qui paie des intérêts au bénéficiaire effectif, ou attribue le paiement d'intérêts au profit immédiat de ce dernier.

(12) Les définitions de la notion de paiement d'intérêts et du régime de l'agent payeur doivent contenir, lorsqu'il y a lieu, une référence à la directive 85/611/CEE du Conseil du 20 décembre 1985 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

(13) Le champ d'application de la présente directive devrait être limité à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts sur des créances et exclure entre autres les questions liées à l'imposition des pensions et des prestations d'assurances.

(14) L'objectif final, à savoir permettre l'imposition effective des paiements d'intérêts dans l'Etat membre où le bénéficiaire effectif a sa résidence fiscale, peut être atteint grâce à l'échange d'informations entre les Etats membres concernant ces paiements d'intérêts.

(15) La directive 77/799/CEE du Conseil du 19 décembre 1977 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs et indirects fournit déjà aux Etats membres une base pour leurs échanges d'informations à des fins fiscales en ce qui concerne les revenus relevant de ladite directive. Elle doit continuer de s'appliquer à ce type d'échange d'informations parallèlement à la présente directive dans la mesure où cette dernière ne déroge pas aux dispositions de la première.

(16) L'échange automatique d'informations entre les Etats membres concernant les paiements d'intérêts couverts par la présente directive permet l'imposition effective de ces paiements dans l'Etat membre de résidence fiscale du bénéficiaire effectif conformément aux dispositions législatives nationales de cet Etat membre. Il est dès lors nécessaire de prévoir que les Etats membres qui échangent des informations en application de la présente directive ne puissent pas avoir recours à la faculté de limiter l'échange d'informations, mentionnée à l'article 8 de la directive 77/799/CEE.

(17) En raison de différences structurelles, l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg ne sont pas en mesure d'appliquer l'échange automatique d'informations en même temps que les autres Etats membres. Pendant une période de transition, étant donné qu'une retenue à la source peut garantir un niveau minimum d'imposition effective, en particulier à un taux augmentant progressivement à 35%, ces trois Etats membres doivent appliquer une retenue à la source aux revenus de l'épargne couverts par la présente directive.

(18) Afin d'éviter toute différence de traitement, l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg ne sont pas tenus d'appliquer l'échange automatique d'informations avant que la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre, la Principauté de Liechtenstein, la Principauté de Monaco et la République de

Saint-Marin ne garantissent un échange effectif d'informations, sur demande, concernant les paiements d'intérêts.

(19) Ces Etats membres devraient transférer la majeure partie de leurs recettes qu'ils tirent de cette retenue à la source à l'Etat membre de résidence du bénéficiaire effectif des intérêts.

(20) Ces Etats membres devraient prévoir un mécanisme permettant aux bénéficiaires effectifs, résidents fiscaux d'autres Etats membres, d'éviter l'application de cette retenue à la source en autorisant leur agent payeur à communiquer des informations sur ce paiement d'intérêts ou en remettant un certificat délivré par l'autorité compétente de leur Etat membre de résidence fiscale.

(21) L'Etat membre de résidence fiscale du bénéficiaire effectif devrait faire en sorte que soient éliminées toutes les doubles impositions des paiements d'intérêts qui pourraient résulter du prélèvement de la retenue à la source, conformément aux modalités décrites dans la présente directive. A cette fin, il devrait accorder un crédit d'impôt égal au montant de la retenue à la source à concurrence de l'impôt dû sur son territoire et rembourser l'éventuel excédent de cette retenue au bénéficiaire effectif. Il peut toutefois, au lieu d'appliquer ce mécanisme de crédit d'impôt, accorder un remboursement de la retenue à la source.

(22) Afin d'éviter que les marchés soient perturbés, la présente directive ne devrait pas s'appliquer, pendant la période transitoire, aux paiements d'intérêts sur certains titres de créance négociables.

(23) La présente directive ne devrait pas faire obstacle à ce que les Etats membres prélèvent des retenues à la source autres que la retenue réglementée par la présente directive sur les intérêts produits sur leur territoire.

(24) Tant que les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse, Andorre, Le Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin et les territoires dépendants ou associés concernés des Etats membres n'appliquent pas tous des mesures équivalentes ou les mêmes mesures que celles prévues par la présente directive, la fuite des capitaux vers ces pays et territoires pourrait mettre en péril la réalisation des objectifs de la présente directive. Par conséquent, il est nécessaire que la directive s'applique à partir de la date à laquelle tous ces pays et territoires appliquent lesdites mesures.

(25) La Commission devrait présenter, tous les trois ans, un rapport au Conseil sur le fonctionnement de la directive et lui proposer, le cas échéant, les modifications qui s'avèrent nécessaires en vue d'assurer plus efficacement une imposition effective des revenus de l'épargne et d'éliminer les distorsions indésirables de concurrence.

(26) La présente directive respecte les droits fondamentaux ainsi que les principes reconnus, notamment, par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,

A ARRETE LA PRESENTE DIRECTIVE:

Chapitre 1: Dispositions introductives

Article premier

Objet

1. La présente directive a pour objet final de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectué dans un Etat membre en faveur de bénéficiaires effectifs, personnes physiques, résidents fiscaux d'un autre Etat membre, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier Etat membre.

2. Les Etats membres prennent les mesures nécessaires afin de s'assurer de l'exécution des tâches requises pour la mise en oeuvre de la présente directive par les agents payeurs établis sur leur territoire, indépendamment du lieu d'établissement du débiteur de la créance produisant les intérêts.

Article 2

Définition du bénéficiaire effectif

1. Aux fins de la présente directive, on entend par „bénéficiaire effectif”, toute personne physique qui reçoit un paiement d'intérêts ou toute personne physique à laquelle un paiement d'intérêts est attribué, sauf si elle fournit la preuve que ce paiement n'a pas été effectué ou attribué pour son propre compte, c'est-à-dire:

- a) elle agit en tant qu'agent payeur au sens de l'article 4, paragraphe 1, ou
- b) elle agit pour le compte d'une personne morale, d'une entité dont les bénéfices sont imposés en vertu des dispositions générales relatives à la fiscalité des entreprises, d'un OPCVM autorisé conformément à la directive 85/611/CEE ou d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, de la présente directive et, dans ce dernier cas, communique la dénomination et l'adresse de cette entité à l'opérateur économique effectuant le paiement des intérêts, qui, à son tour, transmet ensuite ces informations à l'autorité compétente de l'Etat membre où il est établi, ou
- c) elle agit pour le compte d'une autre personne physique qui est le bénéficiaire effectif et communique à l'agent payeur l'identité de ce bénéficiaire effectif conformément à l'article 3, paragraphe 2.

2. Lorsqu'un agent payeur dispose d'informations suggérant que la personne physique qui reçoit un paiement d'intérêts, ou à laquelle un paiement d'intérêts est attribué, peut ne pas être le bénéficiaire effectif, et que cette personne physique n'est visée ni au point a) ni au point b) du paragraphe 1, il prendra des mesures raisonnables pour établir l'identité du bénéficiaire effectif conformément à l'article 3, paragraphe 2. Si l'agent payeur n'est pas en mesure d'identifier le bénéficiaire effectif, il considère la personne physique en question comme le bénéficiaire effectif.

Article 3

Identification et détermination du lieu de résidence des bénéficiaires effectifs

1. Chaque Etat membre adopte et assure l'application sur son territoire des modalités permettant à l'agent payeur d'identifier les bénéficiaires effectifs et leur lieu de résidence aux fins des articles 8 à 12.

Ces modalités doivent être conformes aux normes minimales établies aux paragraphes 2 et 3.

2. L'agent payeur établit comme suit l'identité du bénéficiaire effectif en fonction de normes minimales qui varient selon le début des relations entre l'agent payeur et le bénéficiaire des intérêts:

- a) dans le cas de relations contractuelles établies avant le 1er janvier 2004, l'agent payeur établit l'identité du bénéficiaire effectif, exprimée par son nom et son adresse, d'après les informations dont il dispose, notamment en application des réglementations en vigueur dans son Etat d'établissement et des dispositions de la directive 91/308/CEE du Conseil du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux;
- b) dans les cas de relations contractuelles établies, ou de transactions effectuées en l'absence de relations contractuelles, à compter du 1er janvier 2004, l'agent payeur établit l'identité du bénéficiaire effectif, exprimée par son nom, son adresse et, s'il existe, son numéro d'identification fiscale attribué par l'Etat membre de résidence fiscale. Ces éléments sont établis sur la base du passeport ou de la carte d'identité officielle présenté par le bénéficiaire effectif. Si elle ne figure pas sur ce passeport ou sur cette carte d'identité officielle, l'adresse est établie sur base de tout document probant présenté par le bénéficiaire effectif. Si le numéro d'identification fiscale n'apparaît pas sur le passeport, sur la carte d'identité officielle ou sur tout autre document probant, dont, éventuellement, le certificat de résidence fiscale, présenté par le bénéficiaire effectif, l'identité est complétée par la mention de la date et du lieu de sa naissance établie sur base du passeport ou de la carte d'identité officielle.

3. L'agent payeur établit la résidence du bénéficiaire effectif en fonction de normes minimales qui varient selon le début des relations entre l'agent payeur et le bénéficiaire des intérêts. Sous réserve de ce

qui suit, il est considéré que la résidence est située dans le pays où le bénéficiaire effectif a son adresse permanente:

- a) dans le cas de relations contractuelles établies avant le 1er janvier 2004, l'agent payeur établit la résidence du bénéficiaire effectif d'après les informations dont il dispose, notamment en application des réglementations en vigueur dans son Etat d'établissement et de la directive 91/308/CEE;
- b) dans le cas de relations contractuelles établies, ou de transactions effectuées en l'absence de relations contractuelles, à compter du 1er janvier 2004, l'agent payeur établit la résidence du bénéficiaire effectif sur la base de l'adresse mentionnée dans le passeport ou sur la carte d'identité officielle ou, si nécessaire, sur la base de tout document probant présenté par le bénéficiaire effectif, selon la procédure suivante: pour les personnes physiques présentant un passeport ou une carte d'identité officielle délivré par un Etat membre et qui déclarent être résidentes d'un pays tiers, la résidence est établie sur la base d'un certificat de résidence fiscale délivré par l'autorité compétente du pays tiers dans lequel la personne physique déclare être résidente. A défaut de production de ce certificat, il est considéré que la résidence est située dans l'Etat membre qui a délivré le passeport ou tout autre document d'identité officiel.

Article 4

Définition de l'agent payeur

1. Aux fins de la présente directive, on entend par „agent payeur“, tout opérateur économique qui paie des intérêts ou attribue le paiement d'intérêts au profit immédiat du bénéficiaire effectif, que cet opérateur soit le débiteur de la créance produisant les intérêts ou l'opérateur chargé par le débiteur ou le bénéficiaire effectif de payer les intérêts ou d'en attribuer le paiement.

2. Toute entité établie dans un Etat membre à laquelle des intérêts sont payés ou attribués au profit du bénéficiaire effectif est aussi considérée comme agent payeur au moment du paiement ou de l'attribution de ce paiement. La présente disposition ne s'applique pas si l'opérateur économique a des raisons de croire, sur base d'éléments probants officiels présentés par l'entité, que:

- a) celle-ci est une personne morale, à l'exception des personnes morales visées au paragraphe 5, ou
- b) ses bénéfices sont imposés en application des dispositions générales relatives à la fiscalité des entreprises, ou
- c) qu'elle est un OPCVM autorisé conformément à la directive 85/611/CEE.

Un opérateur économique payant des intérêts, ou attribuant le paiement d'intérêts, à une telle entité établie dans un autre Etat membre et considérée comme agent payeur en vertu du présent paragraphe communique la dénomination et l'adresse de l'entité ainsi que le montant total des intérêts payés ou attribués, à l'entité, à l'autorité compétente de l'Etat membre où il est établi; cette dernière transmet ensuite ces informations à l'autorité compétente de l'Etat membre où l'entité est établie.

3. L'entité visée au paragraphe 2 peut, toutefois, choisir d'être traitée aux fins de l'application de la présente directive comme un OPCVM visé au paragraphe 2, point c). Le recours à cette option fait l'objet d'un certificat délivré par l'Etat membre où l'entité est établie et remis par toute entité à l'opérateur économique.

Les Etats membres fixent les modalités précises de cette option pour les entités établies sur leur territoire.

4. Lorsque l'opérateur économique et l'entité visée au paragraphe 2 sont établis dans le même Etat membre, cet Etat membre prend les mesures nécessaires afin d'assurer que l'entité satisfait aux dispositions de la présente directive lorsqu'elle agit en tant qu'agent employeur.

5. Les personnes morales exclues de l'application du paragraphe 2, point a) sont:

- a) en Finlande: avoin yhtiö (Ay) et kommandiittiyhtiö (Ky)/öppet bolag et kommanditbolag;
- b) en Suède: handelsbolag (HB) et kommanditbolag (KB).

Article 5

Définition de l'autorité compétente

Aux fins de la présente directive, on entend par „autorité compétente“:

- a) pour chaque Etat membre, l'autorité ou les autorités notifiées par ces Etats membres à la Commission, et
- b) pour les pays tiers, l'autorité compétente aux fins de conventions bilatérales ou multilatérales en matière de fiscalité ou, à défaut, toute autre autorité compétente pour délivrer des certificats de résidence à des fins de fiscalité.

Article 6

Définition du paiement d'intérêts

1. Aux fins de la présente directive, on entend par „paiement d'intérêts“:
 - a) des intérêts payés, ou inscrits en compte, qui se rapportent à des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ceux-ci; les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des paiements d'intérêts;
 - b) des intérêts courus ou capitalisés obtenus lors de la cession, du remboursement ou du rachat des créances mentionnées au point a);
 - c) des revenus provenant de paiements d'intérêts, soit directement soit par l'intermédiaire d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, distribués par:
 - i) des OPCVM autorisés conformément à la directive 85/611/CEE,
 - ii) des entités qui bénéficient de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3, et
 - iii) des organismes de placement collectif établis en dehors du territoire mentionné à l'article 7;
 - d) des revenus réalisés lors de la cession, du remboursement ou du rachat de parts ou d'unités dans les organismes et entités suivants, lorsque ceux-ci investissent directement ou indirectement par l'intermédiaire d'autres organismes de placement collectif ou entités visés ci-dessous plus de 40% de leurs actifs dans les créances visées au point a):
 - i) des OPCVM autorisés conformément à la directive 85/611/CEE,
 - ii) des entités qui bénéficient de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3,
 - iii) des organismes de placement collectif établis en dehors du territoire mentionné à l'article 7.

Toutefois, les Etats membres peuvent n'inclure des revenus visés au point d) dans la définition de l'intérêt que dans la proportion où ces revenus correspondent à des revenus qui, directement ou indirectement, proviennent de paiements d'intérêts au sens des points a) et b).
2. En ce qui concerne le paragraphe 1, points c) et d), lorsqu'un agent payeur ne dispose d'aucun élément concernant la part des revenus provenant de paiements d'intérêts, le montant global des revenus est considéré comme paiement d'intérêts.
3. En ce qui concerne le paragraphe 1, point d), lorsqu'un agent payeur ne dispose d'aucun élément concernant le pourcentage d'actifs investi dans des créances ou dans des parts ou des unités telles que définies dans ce paragraphe, ce pourcentage est considéré comme supérieur à 40%. Lorsqu'il n'est pas en mesure de déterminer le montant du revenu réalisé par le bénéficiaire effectif, le revenu est considéré comme étant le produit de la cession, du remboursement ou du rachat des parts ou des unités.
4. Lorsque des intérêts tels que définis au paragraphe 1 sont payés à, ou crédités sur un compte d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, et que cette entité ne bénéficie pas l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3, ces intérêts sont considérés comme paiement d'intérêts effectué par cette entité.

5. En ce qui concerne le paragraphe 1, points b) et d), les Etats membres ont la possibilité de demander aux agents payeurs sur leur territoire d'annualiser les intérêts sur une période ne pouvant dépasser une année, et de traiter ces intérêts annualisés comme paiement d'intérêts alors même qu'aucune cession, aucun rachat ou remboursement n'intervient au cours de cette période.

6. Par dérogation au paragraphe 1, points c) et d), les Etats membres peuvent décider d'exclure de la définition de paiement d'intérêts tout revenu mentionné dans ces dispositions provenant d'organismes ou d'entités établis sur leur territoire lorsque les investissements de ces organismes ou entités dans les créances mentionnées au paragraphe 1, point a) ne dépassent pas 15% de leur actif. De même, par dérogation au paragraphe 4, les Etats membres peuvent décider d'exclure de la définition de paiement d'intérêt tels que définis au paragraphe 1, les intérêts payés ou crédités sur un compte d'une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, ne bénéficiant pas de l'option prévue à l'article 4, paragraphe 3, et établie sur leur territoire lorsque les investissements de ces entités dans des créances mentionnée au paragraphe 1, point a), ne dépassent pas 15% de leur actif.

Le recours à cette option par un Etat membre implique son respect par les autres Etats membres.

7. A compter du 1er janvier 2011, le pourcentage visé au paragraphe 1, point d), et au paragraphe 3 sera de 25%.

8. Les pourcentages visés au paragraphe 1, point d), et au paragraphe 6 sont fixés en fonction de la politique en matière d'investissement telle qu'elle est définie dans le règlement ou dans les documents constitutifs des organismes ou entités concernés et, à défaut, en fonction de la composition réelle de l'actif de ces organismes ou entités.

Article 7

Champ d'application territorial

La présente directive s'applique aux intérêts payés par un agent payeur établi à l'intérieur du territoire où le traité est applicable en vertu de son article 299.

Chapitre II: Echange d'informations

Article 8

Communication d'informations par l'agent payeur

1. Lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts est résident d'un Etat membre autre que celui où est établi l'agent payeur, le contenu minimal des informations que l'agent payeur est tenu de communiquer à l'autorité compétente de l'Etat membre où il est établi est le suivant:

- a) l'identité et la résidence du bénéficiaire effectif établies conformément à l'article 3;
- b) le nom ou la dénomination et l'adresse de l'agent payeur;
- c) le numéro de compte du bénéficiaire effectif ou, à défaut, l'identification de la créance génératrice des intérêts, et
- d) des informations concernant le paiement d'intérêts conformément au paragraphe 2.

2. Le contenu minimal des informations que l'agent payeur est tenu de communiquer concernant le paiement d'intérêts doit différencier les intérêts selon les catégories ci-après et indiquer:

- a) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a): le montant des intérêts payés ou crédités;
- b) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, points b) ou d): le montant des intérêts ou les revenus visés à ces paragraphes ou le montant total du produit de la cession, du rachat ou du remboursement;
- c) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, point c): le montant des revenus visés à ce paragraphe ou le montant total de la distribution;

- d) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 4: le montant des intérêts qui reviennent à chacun des membres de l'entité visée à l'article 4, paragraphe 2, qui satisfont aux conditions énoncées à l'article 1er, paragraphe 1, et à l'article 2, paragraphe 1;
- e) lorsqu'un Etat membre a recours à l'option prévue à l'article 6, paragraphe 5: le montant des intérêts annualisés.

Toutefois, les Etats membres peuvent limiter le contenu minimal des informations que l'agent payeur est tenu de communiquer concernant le paiement d'intérêts au montant total des intérêts ou des revenus et au montant total du produit de la cession, du rachat ou du remboursement.

Article 9

Echange automatique d'informations

1. L'autorité compétente de l'Etat membre de l'agent payeur communique à l'autorité compétente de l'Etat membre de résidence du bénéficiaire effectif les informations visées à l'article 8.
2. La communication des informations a un caractère automatique et doit avoir lieu au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice fiscal de l'Etat membre de l'agent payeur, pour tous les paiements d'intérêts effectués au cours de cette année,
3. Les dispositions de la directive 77/799/CEE sont applicables à l'échange d'information prévu par la présente directive, pour autant que les dispositions de la présente directive n'y dérogent pas. Toutefois, l'article 8 de la directive 77/799/CEE ne s'applique pas aux informations à fournir dans le cadre du présent chapitre.

Chapitre III: Dispositions transitoires

Article 10

Période de transition

1. Au cours d'une période de transition commençant à la date visée à l'article 17, paragraphes 2 et 3, et sous réserve de l'article 13, paragraphe 1, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du chapitre II.

Ces pays sont cependant en droit de recevoir des informations des autres Etats membres conformément au chapitre II.

Pendant la période de transition, la présente directive a pour objectif de garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts effectués dans un Etat membre en faveur de bénéficiaires effectifs, personnes physiques qui sont des résidents fiscaux d'un autre Etat membre.

2. La période de transition s'achève à la fin du premier exercice fiscal complet qui suit la dernière des dates ci-après:
 - la date à laquelle entre le dernier en vigueur l'accord que la Communauté européenne, après décision du Conseil statuant à l'unanimité, aura conclu respectivement avec la Confédération suisse, la Principauté de Liechtenstein, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco et la Principauté d'Andorre et qui prévoit l'échange d'informations sur demande, tel qu'il est défini dans le modèle de convention de l'OCDE sur l'échange de renseignements en matière fiscale publié le 18 avril 2002 (ci-après dénommé „modèle de convention de l'OCDE“), en ce qui concerne les paiements d'intérêts, tels que définis dans la présente directive, effectués par des agents payeurs établis sur le territoire de ces pays à des bénéficiaires effectifs résidant sur le territoire auquel s'applique la présente directive, ainsi que l'application simultanée par ces pays d'une retenue à la source sur ces paiements au taux défini pour les périodes correspondantes visé à l'article 11, paragraphe 1;
 - la date à laquelle le Conseil convient à l'unanimité que les Etats-Unis d'Amérique s'engagent à échanger des informations sur demande conformément au modèle de convention de l'OCDE en

ce qui concerne les paiements d'intérêts, tels que définis dans la présente directive, effectués par des agents payeurs établis sur leur territoire à des bénéficiaires effectifs résidant sur le territoire auquel s'applique la présente directive.

3. A la fin de la période de transition, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche sont tenus d'appliquer les dispositions du chapitre II et ils cessent de prélever une retenue à la source ainsi que d'appliquer le partage des recettes, prévus respectivement à l'article 11 et à l'article 12. Si, au cours de la période de transition, l'un de ces Etats membres choisit d'appliquer les dispositions du chapitre II, il n'applique plus la retenue à la source ni le partage des recettes prévus respectivement aux articles 11 et 12.

Article 11

Retenue à la source

1. Au cours de la période de transition visée à l'article 10, lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts est résident d'un Etat membre autre que celui où est établi l'agent payeur, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche prélèvent une retenue à la source de 15% pendant les trois premières années de la période de transition, de 20% pendant les trois années suivantes et de 35% par la suite.

2. L'agent payeur prélève la retenue à la source selon les modalités suivantes:

- a) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a): sur le montant des intérêts payés ou crédités;
- b) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, b) ou d): sur le montant des intérêts ou des revenus visés à ces paragraphes ou par un prélèvement d'effet équivalent à la charge du destinataire sur le montant total du produit de la cession, du rachat et du remboursement;
- c) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 1, point c): sur le montant des revenus visés à ce paragraphe;
- d) dans le cas de paiement d'intérêts au sens de l'article 6, paragraphe 4: sur le montant des intérêts qui reviennent à chacun des membres de l'entité visée à l'article 4, paragraphe 2, qui satisfont aux conditions énoncées à l'article 1, paragraphe 1, et à l'article 2, paragraphe 1;
- e) lorsqu'un Etat membre a recours à l'option prévue à l'article 6, paragraphe 5: sur le montant des intérêts annualisés.

3. Aux fins des points a) et b) du paragraphe 2, la retenue à la source est prélevée au prorata de la période de détention de la créance par le bénéficiaire effectif. Si l'agent payeur n'est pas en mesure de déterminer la période de détention sur la base des informations dont il dispose, il considère que le bénéficiaire effectif a détenu la créance pendant toute la période d'existence de celle-ci, sauf si le bénéficiaire effectif fournit une preuve de la date d'acquisition.

4. Le prélèvement d'une retenue à la source par l'Etat membre de l'agent payeur n'empêche pas l'Etat membre de résidence fiscale du bénéficiaire effectif d'imposer le revenu conformément à son droit national, dans le respect du traité.

5. Au cours de la période de transition, les Etats membres prélevant la retenue à la source peuvent prévoir qu'un opérateur économique payant des intérêts, ou attribuant le paiement d'intérêts, à une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, établie dans un autre Etat membre sera considéré comme étant l'agent payeur en lieu et place de l'entité et prélèvera la retenue à la source sur ces intérêts, à moins que l'entité n'ait formellement accepté que sa dénomination et son adresse, ainsi que le montant total des intérêts qui lui sont payés ou attribués soient communiqués conformément au dernier alinéa de l'article 4, paragraphe 2.

*Article 12****Partage des recettes***

1. Les Etats membres qui appliquent une retenue à la source conformément à l'article 11, paragraphe 1, conservent 25% de leur recette et en transfèrent 75% à l'Etat membre de résidence du bénéficiaire effectif des intérêts.
2. Les Etats membres qui appliquent une retenue à la source conformément à l'article 11, paragraphe 5, conservent 25% de leur recette et en transfèrent 75% aux autres Etats membres dans la même proportion que les transferts effectués en application du paragraphe 1 du présent article.
3. Ces transferts ont lieu au plus tard dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice fiscal de l'Etat membre de l'agent payeur, dans le cas du paragraphe 1, ou de l'Etat membre de l'opérateur économique, dans le cas du paragraphe 2.
4. Les Etats membres qui appliquent une retenue à la source prennent les mesures nécessaires pour garantir le fonctionnement correct du système du partage des recettes.

*Article 13****Exceptions au système de la retenue à la source***

1. Les Etats membres qui prélèvent une retenue à la source conformément à l'article 11 prévoient l'une ou les deux procédures suivantes permettant aux bénéficiaires effectifs de demander qu'une telle retenue ne soit pas appliquée:
 - a) une procédure qui permet au bénéficiaire effectif d'autoriser expressément l'agent payeur à communiquer des informations conformément au chapitre II; cette autorisation couvre tous les intérêts payés à ce bénéficiaire effectif par cet agent payeur; dans ce cas, les dispositions de l'article 9 s'appliquent;
 - b) une procédure qui garantit que la retenue à la source n'est pas prélevée lorsque le bénéficiaire effectif remet à son agent payeur un certificat établi à son nom par l'autorité compétente de son Etat membre de résidence fiscale conformément aux dispositions du paragraphe 2.
2. A la demande du bénéficiaire effectif, l'autorité compétente de son Etat membre de résidence fiscale délivre un certificat portant les mentions suivantes:
 - a) nom, adresse et numéro d'identification fiscal ou, à défaut d'un tel numéro, date et lieu de naissance du bénéficiaire effectif;
 - b) nom ou dénomination et adresse de l'agent payeur;
 - c) numéro de compte du bénéficiaire effectif ou, à défaut, identification du titre de créance.Ce certificat est valable pour une période n'excédant pas trois ans. Il est délivré à tout bénéficiaire effectif qui en a fait la demande, dans un délai de deux mois à compter de la présentation de la demande.

*Article 14****Elimination des doubles impositions***

1. L'Etat membre de résidence fiscale du bénéficiaire effectif fait en sorte que soient éliminées toutes les doubles impositions qui pourraient résulter du prélèvement de la retenue à la source visée à l'article 11, conformément aux paragraphes 2 et 3.
2. Lorsque les intérêts reçus par un bénéficiaire effectif ont été grevés d'une telle retenue à la source dans l'Etat membre de l'agent payeur, l'Etat membre de résidence fiscale du bénéficiaire effectif accorde à celui-ci un crédit d'impôt égal au montant de cette retenue conformément à son droit interne. Lorsque le montant de celle-ci est supérieur au montant de l'impôt dû conformément à son droit interne, l'Etat membre de résidence fiscale rembourse la différence prélevée en excès au bénéficiaire effectif.

3. Lorsque, en plus de la retenue à la source visée à l'article 11, les intérêts reçus par un bénéficiaire effectif ont été grevés de toute autre retenue à la source et que l'Etat membre de résidence fiscale accorde un crédit d'impôt pour cette retenue à la source conformément à son droit interne ou à des conventions relatives à la double imposition, cette autre retenue à la source est créditée avant l'application de la procédure visée au paragraphe 2.

4. L'Etat membre de résidence fiscale du bénéficiaire effectif peut remplacer le mécanisme de crédit d'impôt visé aux paragraphes 2 et 3 par un remboursement de la retenue à la source visée à l'article 11.

Article 15

Titres de créance négociables

1. Au cours de la période de transition visée à l'article 10, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2010, les obligations domestiques et internationales et autres titres de créance négociables dont l'émission d'origine est antérieure au 1er mars 2001 ou pour lesquels les prospectus d'émission d'origine ont été visés avant cette date par les autorités compétentes au sens de la directive 80/390/CEE du Conseil, ou par les autorités responsables dans des pays tiers, ne sont pas considérés comme des créances au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a), à condition qu'aucune nouvelle émission de ces titres de créance négociables ne soit réalisée à compter du 1er mars 2002. Cependant, si la période de transition mentionnée à l'article 10 se prolonge au-delà du 31 décembre 2010, les dispositions du présent article ne continuent de s'appliquer qu'à l'égard des titres de créance négociables:

- qui contiennent des clauses de montant brut („gross-up“) ou de remboursement anticipé, et
- lorsque l'agent payeur tel que défini à l'article 4 est établi dans un Etat membre appliquant la retenue à la source visée à l'article 11, et lorsque cet agent payeur paie des intérêts directement à un bénéficiaire effectif résidant dans un autre Etat membre.

Si une nouvelle émission d'un des titres de créance négociables susmentionnés émis par un gouvernement ou une entité assimilée, agissant en tant qu'autorité publique ou dont le rôle est reconnu par un traité international, telle qu'elle est définie à l'annexe, est réalisée à compter du 1er mars 2002, l'ensemble de l'émission de ce titre, à savoir l'émission d'origine et toute émission ultérieure, est considéré comme l'émission d'un titre de créance au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a).

Si une nouvelle émission d'un des titres de créance négociables susmentionnés émis par tout autre émetteur non couvert par le deuxième alinéa est réalisée à compter du 1er mars 2002, cette nouvelle émission est considérée comme l'émission d'un titre de créance au sens de l'article 6, paragraphe 1, point a).

2. Le présent article n'empêche nullement les Etats membres d'imposer les revenus des titres visés au paragraphe 1, en application de leur législation nationale.

Chapitre IV: Divers et dispositions finales

Article 16

Autres retenues à la source

La présente directive ne fait pas obstacle à ce que les Etats membres prélèvent des retenues à la source autres que la retenue visée à l'article 11 dans le cadre de leurs dispositions nationales ou de conventions relatives à la double imposition.

*Article 17****Transposition***

1. Avant le 1er janvier 2004, les Etats membres adoptent et publient les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils en informent immédiatement la Commission.
2. Les Etats membres appliquent ces dispositions à partir du 1er janvier 2005, pour autant que:
 - i) la Confédération suisse, la Principauté de Liechtenstein, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco et la Principauté d'Andorre appliquent, à compter de cette même date, des mesures équivalentes à celles prévues dans la présente directive, conformément aux accords que ces pays ont conclus avec la Communauté européenne, sur décisions unanimes du Conseil, et
 - ii) tous les accords ou autres mécanismes soient en place, prévoyant que tous les territoires dépendants ou associés concernés (îles anglo-normandes, île de Man et territoires dépendants ou associés des Caraïbes) appliquent, à compter de cette même date, l'échange automatique d'informations de la même manière que celle prévue au chapitre n de la présente directive (ou, pendant la période de transition visée à l'article 10, appliquent une retenue à la source dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 11 et 12).
3. Le Conseil décide, à l'unanimité, au moins six mois avant la date visée au paragraphe 2, si la condition visée audit paragraphe sera remplie, compte tenu des dates d'entrée en vigueur des mesures pertinentes dans les pays tiers et les territoires dépendants ou associés concernés. Si le Conseil ne décide pas que la condition sera remplie, il adopte, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, une nouvelle date aux fins du paragraphe 2.
4. Lorsque les Etats membres adoptent les dispositions nécessaires pour se conformer à la présente directive, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les Etats membres.
5. Les Etats membres en informent immédiatement la Commission et lui communiquent les principales dispositions législatives de droit national qu'ils adoptent dans le domaine concerné par la présente directive ainsi qu'un tableau de concordance entre la présente directive et les dispositions nationales adoptées.

*Article 18****Réexamen***

La Commission présente tous les trois ans un rapport au Conseil sur le fonctionnement de la présente directive. Sur la base de ces rapports, la Commission propose au Conseil, le cas échéant, les modifications de la directive qui s'avèrent nécessaires en vue d'assurer plus efficacement une imposition effective des revenus de l'épargne ainsi que d'éliminer des distorsions indésirables de concurrence.

*Article 19****Entrée en vigueur***

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

*Article 20****Destinataires***

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

FAIT à Bruxelles, le 3 juin 2003

Par le Conseil,
Le Président,
N. CHRISTODOULAKIS